

Le Burundi craint aussi une attaque des shebab

Arrib News, 26/09/2013 – Source AFPAprès les attentats de Kampala il y a trois ans, puis l'attaque de Nairobi ces derniers jours, les Burundais, engagés militairement en Somalie comme les Ougandais et les Kényans, craignent d'être la prochaine cible des insurgés islamistes somaliens shebab. De plus en plus d'entre eux demandent le retrait de leur contingent. Avec quelque 5.200 hommes, le Burundi fournit, avec l'Ouganda et le Kenya, l'un des trois plus gros contingents de la force de l'Union africaine en Somalie, qui intervient depuis 2007 aux côtés des fragiles autorités de Mogadiscio contre les shebab. Comme le Kenya et l'Ouganda, le petit pays de l'Afrique des Grands Lacs a plusieurs fois été menacé de représailles par les insurgés.

Les shebab avaient perpétré un double attentat dans la capitale ougandaise Kampala au soir de la finale de la Coupe du monde de football en 2010, tuant 76 personnes. Et depuis la meurtrière attaque du centre commercial Westgate de Nairobi qui a fait au moins 67 morts, la population de la capitale burundaise Bujumbura affiche son inquiétude. "Nous sommes sûrs qu'après Nairobi, c'est au tour de Bujumbura. Nous sommes la prochaine cible", lance un fonctionnaire d'une soixantaine d'années qui ne donne que son prénom, Patrice. "On dit qu'ils (les shebab) vont s'en prendre à tous les pays qui sont allés les combattre en Somalie", renchérit un jeune homme sous couvert d'anonymat. "Il ne reste donc plus que le Burundi qui n'a pas encore subi leurs coups". Pour tenter de rassurer la population, la police et l'armée ont multiplié les patrouilles dans les rues de Bujumbura. "Depuis qu'il y a eu l'attaque de Nairobi, mais aussi des rumeurs d'une attaque des (shebab) au Burundi, la police a pris une série de mesures pour faire face à tout ce qui pourrait arriver", assure le porte-parole adjoint de la police, le lieutenant Pierre Nkurikiye. Mais la population reste sceptique. "Même à Nairobi, où le pays est mieux préparé à ce genre d'attaques terroristes, il y a eu l'attaque de samedi", réagit Alain, cadre dans une banque. A Bujumbura, "les bâtiments officiels, les marchés, les hôpitaux sont de véritables passoirs".

Le lieutenant Nkurikiye se veut rassurant, expliquant que des "mesures ont été prises, comme par exemple la fouille-perquisition dans les quartiers swahili de Bujumbura, Gitega (centre), Ngozi (nord), Muyinga (ouest) et Rumonge dans la province de Bururi (sud) hier". Mercredi à l'aube, des milliers de policiers ont ceinturé ces quartiers à majorité musulmane puis fouillé chaque maison pendant plus de 10 heures. Selon la police, ils ont arrêté des centaines d'irréguliers, et récupéré des armes et de la drogue. La communauté musulmane estime, comme au Kenya, être victime d'un amalgame. "Nous sommes avant tout des Burundais et être musulman ne signifie pas être shebab", martèle un jeune homme, appelant la police à plutôt "contenir" les islamistes à la frontière. Un routier s'exprimant aussi sous couvert d'anonymat assure que les autorités effectuent déjà des contrôles aux frontières, visant notamment les nombreux Somaliens au volant des poids lourds qui approvisionnent le Burundi depuis le Kenya. "Les Somaliens sont automatiquement refoulés", affirme-t-il. Une information que la police n'a voulu ni confirmer, ni infirmer. Sur les ondes des radios et sur les réseaux sociaux, de plus en plus de Burundais inquiets demandent le retrait de leur armée de Somalie. C'est "sa seule solution", estime Patrice. "Nous avons suffisamment de problèmes intérieurs sans y ajouter cette menace terroriste". "Le gouvernement ne peut bloquer ces terroristes, ils sont peut-être déjà là", craint Jeanne Butoyi, une enseignante. "La seule solution est de quitter leur pays". Bujumbura explique la présence de ses troupes en Somalie comme "un geste de remerciement" à l'effort fourni par la communauté internationale pour aider le pays à sortir d'une longue et ruineuse guerre civile (1993-2006). Mais selon des sources diplomatiques, le Burundi, l'un des pays les plus pauvres du monde, est aussi en Somalie pour des raisons financières: en réponse à son intervention, les Etats-Unis ont augmenté leur aide, et une partie de la solde des soldats engagés est ponctionnée par le gouvernement.